

PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2019-0360**

du **23 JUIL. 2019**

**mettant en demeure la société TCP DEVELOPPEMENT de respecter, pour son installation sise à SENS, l'article 7.6.8 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 et l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-20, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 autorisant la société TCP DEVELOPPEMENT à exploiter une activité de stockage sur le territoire de la commune de SENS ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement, notamment la rubrique 1510 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 18 juin 2019 ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure transmis le 15 juillet 2019 à l'exploitant dans le cadre de la procédure du contradictoire ;
- VU** la réponse de l'exploitant formulée par courrier du 16 juillet 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.6.8. de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 dispose : « *L'ensemble des réseaux d'assainissement d'eaux pluviales est équipé de vannes de coupures manuelles et automatiques, asservies au sprinklage. Les vannes de coupure font l'objet d'une maintenance et d'un contrôle trimestriel garantissant leur efficacité en cas de besoin. Ces opérations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé dispose : « *[...]. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans* ». ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 28 février 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de son autorisation initiale susvisée :

- article 7.6.8. : Une des deux vannes de confinement du site est hors service ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 28 février 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte pas la disposition suivante de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

- article 13 : L'exploitant n'a jamais procédé à la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 susvisé et à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en l'absence de respect des dispositions précitées, la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne peut être garantie ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société TCP DEVELOPPEMENT de respecter les prescriptions de l'article 7.6.8. de son autorisation initiale ainsi que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **Article 1 : Objet**

La société TCP DEVELOPPEMENT exploitant une installation de stockage située 3, boulevard des Vauguilletes, sur le territoire de la commune de SENS, est mise en demeure de respecter dans les délais respectifs à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- dans le délai d'un mois, les dispositions prévues à l'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 susvisé ;
- dans le délai de trois mois, les dispositions prévues à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

## **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 4 : Exécution**

Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société TCP DEVELOPPEMENT et dont copie sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de Sens,
- Mme le Maire de Sens,
- Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Directeur Départemental des Territoires.

Fait à Auxerre, le **23 JUL. 2019**

Le Préfet,



Patrice LATRON

## **Délais et voies de recours :**

*Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.*

*A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de la transition écologique et solidaire d'un recours hiérarchique (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet).*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.télérecours.fr](http://www.télérecours.fr).*

